

Département Budget Achats Gestion du
Patrimoine.

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET
SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur :

CPAM DE L'ISERE
2 RUE DES ALLIES
CEDEX 9
38045 GRENOBLE

**Accord-cadre relatif à l'achat de mobiliers de bureau et de mobiliers pour les espaces
de restauration, de convivialité et de créativité**

**Pour le compte des CPAM de la région Auvergne Rhône-Alpes (Ain, Ardèche, Drôme,
Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Cantal et Allier)**

Consultation n°

2025_PRA_Mobilier_AOO

Date limite de remise des plis

02/07/2026 à 12 heures

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Articles L2124-2, R2124-2 ainsi que les articles R2161-2 à R2161-5
du Code de la commande publique)

Liste des annexes :

Annexe I	Documents à fournir lors de l'attribution
Annexes II	Cadres de mémoires techniques des différents lots
Annexes III	Simulations de commande (DQE) des différents lots
Annexe IV	Déroulé du dépôt et de la gestion des échantillons
Annexe V	Formulaire DC1
Annexe VI	Formulaire DC2
Annexe VII	Formulaire DC4

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur	3
Article 2 - Objet de la consultation	3
2-1-Objet du contrat	3
2-2-Procédure de passation.....	3
2-3-Forme du contrat et montant maximum	3
Article 3 - Dispositions générales	3
3-1-Décomposition du contrat.....	4
3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution	4
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	5
3-4-Forme juridique de l'attributaire	5
3-5-Délai de validité des propositions	5
3-6-Variantes.....	5
Article 4 - Dossier de consultation	5
4-1-Contenu du dossier de consultation	5
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	5
4-3-Modification de détail au dossier de consultation.....	6
Article 5 - Remise d'échantillons obligatoire pour les lots 1, 2 et 3	6
Article 6 - Présentation des offres.....	6
6-1-Documents à produire	6
6-2-Compléments à apporter au cahier des charges	8
6-3-Langue de rédaction des propositions	8
6-4-Unité monétaire	8
6-5-Modalités de remise des offres	8
6-6- Utilisation du profil d'acheteur :	9
6-7-Négociation.....	10
Article 7 - Jugement des offres	10
7.1 Critères de sélection des candidatures.....	10
7.2 Critères de jugement des offres.....	10
7.3 Barème de notation du prix.....	12
7.4 Barème de notation de la valeur technique :	12
7.5 Barème de notation de la valeur écologique :	12
7.6 Note totale :	12
Article 8 - Régularisation des offres	12
Article 9 - Offres anormalement basses	13
Article 10 - Renseignements complémentaires	13
ANNEXE I – Documents à fournir lors de l'attribution	14
ANNEXES II-a-b-c-d-e - Cadre de mémoire technique des lots 1,2,3,4,5 et 6	14
ANNEXES III-a-b-c-d-e – Simulations de commande des lots 1,2,3,4,5 et 6.....	14
ANNEXES V – VI – VII – Formulaire DC1, DC2, DC4.....	14

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

CPAM DE L'ISERE
2 RUE DES ALLIES
CEDEX 9
38045 GRENOBLE
Site internet : <http://achatpublic.com>

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du contrat

L'accord-cadre porte l'achat de mobiliers de bureau et de mobiliers pour les espaces de restauration, de convivialité et de créativité.

Code CPV :

39100000-3
39110000-6
39120000-9
44112300-1
39121200-8

2-2-Procédure de passation






La consultation est passée par Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 ainsi que les articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.





2-3-Forme du contrat et montant maximum

La consultation donnera lieu à un marché à bons de commande.

Il s'agit d'un marché conclu sans montant minimum est avec les montants maximums pour chaque organisme bénéficiaire prévus à l'annexe II du CCAP.

Article 3 - Dispositions générales

	Objet du contrat	Prestations de mobiliers de bureau et de mobiliers pour les espaces de restauration, de convivialité et de créativité
	Acheteur	CPAM de l'Isère
	Type de contrat	Marché à bons de commande
	Structure	Allotissement (6 lots)
	Lieu d'exécution	CPAM Isère (38) Coordonnateur du Pôle Régional des Achats Siège : 2 rue des Alliés, 38045 Grenoble Cedex 9 CPAM Ain (01) Siège : 1 Place de la Grenouillère, 01015 Bourg-en-Bresse CPAM Ardèche (07) Siège : 6 Avenue de l'Europe-Unie, 07007 Privas CPAM Drôme (26) Siège : 6 Avenue Edouard Herriot, 26000 Valence CPAM Loire (42) Siège : 1 Parvis-Pierre-Laroque, 42000 Saint-Etienne CPAM Haute-Loire (43) Siège : 10 Avenue André Soulier CS

	70324, 43009 Le Puy-en-Velay Cedex CPAM Puy de Dôme (63) Siège : 46 rue du Clos-Four, 63031 Clermont-Ferrand Cedex 9 CPAM Savoie (73) Siège : 5 Avenue Jean Jaurès, 73015 Chambéry CPAM Haute-Savoie (74) Siège : 2 rue Robert Schuman, 74984 Annecy CPAM de l'Isère (38) : 2 rue des Alliés 38100 GRENOBLE CPAM du Cantal (15) : 15 rue Pierre Marty, 15000 Aurillac CPAM de l'Allier (03) : 9 et 11 rue Achille Roche, 03000 Moulins	
	Délai	24 mois reconductible 2 fois
	Développement durable	Critère environnemental
	Variation des prix	Révisable
	Nature des prix	Prix unitaires

3-1-Décomposition du contrat

3-1-1-LOTS

En application des dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloté en 3 lots :

N° de Lot	Objet
1	Mobiliers de bureau : espaces de travail et salles de réunion
2	Mobilier espaces de restauration, de détente, de convivialité et de créativité
3	Mobiliers de bureau et accessoires ergonomiques
4	Mobilier issu du réemploi ou de la réutilisation pour l'Ain, la Savoie et la Haute-Savoie
5	Mobilier issu du réemploi ou de la réutilisation pour l'Isère, la Drôme et l'Ardèche
6	Mobilier issu du réemploi ou de la réutilisation pour la Loire, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, le Cantal et l'Allier

3-1-2-TRANCHES

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3-PHASES

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

Le marché est conclu pour une période de 24 mois fermes à compter de sa date de notification. Il est renouvelable 1 fois par tacite reconduction sans excéder toutefois 4 années.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans que la durée totale des prestations commandées puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de l'accord-cadre.

Il peut être dénoncé par le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandée avec Accusé Réception, à chaque échéance annuelle avec un préavis de 3 mois.

Le défaut de renouvellement pour quelques causes que ce soit, ne pourra entraîner le paiement d'aucune indemnité.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes

3-6-1-VARIANTES AUTORISEES

Les variantes par rapport à l'objet du marché et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

3-6-2-VARIANTES EXIGEES

Il n'est pas prévu de variante exigée.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation (et ses annexes décrites ci-dessous),
- L'acte d'engagement de chaque lot et leurs annexes éventuelles,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à l'ensemble des lots, et ses annexes (décrites ci-dessous),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), commun à l'ensemble des lots, et ses annexes,
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) (un par lot),
- Annexes III au RC – Simulation de commande (DQE) (une par lot),
- Annexe II au RC - Cadre de mémoire technique (un par lot),
- Annexes V, VI et VII au RC - Formulaire DC1, DC2 et DC4,
- Annexe IV au RC - Déroulé du dépôt et de la gestion des échantillons
- Annexe I au RC – Documents à fournir lors de l'attribution,
- Annexe I au CCAP - Le livret de sécurité du prestataire,
- Annexe II au CCAP – Montants de chaque caisse du groupement

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R2132-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Si la date limite de remise des offres est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les renseignements complémentaires publiés sur le profil acheteur de l'organisme (réponses aux questions / modifications) font partie intégrante du dossier de consultation.

Article 5 - Remise d'échantillons obligatoire pour les lots 1, 2 et 3

Il est impérativement demandé à tous les candidats de déposer des échantillons pour les lots 1, 2 et 3 sous peine que leur offre soit déclarée irrégulière.

Le déroulé du dépôt et de la gestion des échantillons est détaillé en annexe IV du présent règlement de consultation.

Article 6 - Présentation des offres

6-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffres d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires :

- Lettre de candidature (DC1) complété soit par le candidat individuel, soit par tous les membres du groupement en cas de candidature groupée
- Déclaration du candidat (DC2) complété soit par le candidat individuel, soit par tous les membres du groupement en cas de candidature groupée
- Déclaration de sous-traitance (DC4) signé par le candidat et le sous-traitant le cas échéant

- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité
- Certificat de qualification professionnelle.

Les groupements d'entreprise remplissent un seul DC1 mais chaque membre du groupement produit un DC2. Le DC1 peut aussi être utilisé par les groupements d'entreprises comme document d'habilitation du mandataire. En cas d'allotissement, il peut être commun à plusieurs lots.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Il devra également indiquer les prestations (avec leur montant), dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le candidat peut s'il le souhaite intégrer les documents listés à l'annexe 1 du règlement de la consultation (ces documents seront impérativement exigés du candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, avant notification du marché).

En cas d'attribution, s'il ne les a pas déjà remis, le candidat devra fournir, dans un délai de 8 jours calendaires après en avoir été averti les documents de l'annexe 1.

Si le candidat n'est pas en mesure de fournir ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Un candidat qui fait une fausse déclaration est sanctionnable au titre de l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux.

Contenu de l'offre

En plus du dépôt obligatoire des échantillons, chaque candidat doit déposer :

- L'Acte d'Engagement complété par une personne habilitée et ses annexes éventuelles (un par lot) ;
- Un mémoire Technique (un par lot) précisant entre autres (Cf. chaque CRT) :

- *l'organisation générale de l'entreprise pour le suivi des prestations ;

- * les produits proposés et l'accompagnement à l'aménagement ;

- * le catalogue proposé ;

- * les garanties et SAV ;

- *les moyens humains dédiés à l'exécution des prestations ;

- *les moyens techniques dédiés à l'exécution des prestations ;

- *les aspects écologiques et de développement durable.

- Le BPU complété et signé par une personne habilitée (un par lot) **avec des chiffres arrondis au centième (l'organisme prendre pour analyses les prix au centième) ;**

- le DQE complété et signé par une personne habilitée (une par lot) ;

- Le prestataire pourra également fournir le livret de sécurité du prestataire tamponné, daté et signé. Ce document sera impérativement exigé de l'attributaire du marché.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant n'entre pas dans des cas d'interdiction prévus à l'article R2143-6 du code de la commande publique.

Conformément aux articles R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

6-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

6-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

6-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

6-5-Modalités de remise des offres

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3002454&orgAcronyme=s7h>

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé, à l'exception de ceux relatif à la copie de sauvegarde éventuelle.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc, .xls et .pdf

La signature électronique de ces documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Dans ce cas, l'Acte d'Engagement de l'entreprise attributaire sera re-matérialisé, signé manuellement et communiqué par voie électronique sur le profil acheteur.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Si le candidat décide de signer électroniquement les documents, il devra respecter les prérogatives suivantes :

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations du Règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques « eIDAS ». La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié. La signature peut être qualifiée, au sens du même règlement.

Le certificat de signature utilisé selon le standard RGS reste valable jusqu'à son expiration. Conformément à l'article 2-II. de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le certificat de signature électronique qualifié doit entrer dans l'une des deux catégories suivantes :

- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen ;
- certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement européen.

Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6-6- Utilisation du profil d'acheteur :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur.

Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les dates et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs seul le dernier dépôt sera ouvert et devra contenir l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat.

Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

CPAM de l'Isère (BAGP)
TSA 99 998
38049 GRENOBLE CEDEX 9

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur.

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

6-7-Négociation

Les négociations ne sont pas autorisées.

Article 7 - Jugement des offres

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du code de la commande publique au moyen des critères suivants :

7.1 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures, conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article L2152-1 et suivant du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Lots 1 et 2

Critères	Pondération en %	Pondération en points
1. CRITERE PRIX	35%	35 pts
2. CRITERE VALEUR TECHNIQUE	45%	45 pts
Sous-critère 2.1 : Gammes de coloris-esthétique, ergonomie et qualité des matériaux (sur la base du mémoire technique et des échantillons demandés au RC)	10%	10 pts
Sous-critère 2.2 : Présentation de l'accompagnement en besoin de mobiliers	10%	10 pts
Sous-critère 2.3 : Gammes et diversité des produits du catalogue	5%	5 pts
Sous-critère 2.4 : Méthodologie, moyens d'intervention et de livraison, délais de livraison et délais de montage	15%	15 pts
Sous-critère 2.5 : Durée/Conditions de garantie et SAV	5%	5 pts
3. CRITERE VALEUR ECOLOGIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	20%	20 pts

Sous-critère 3.1 : Présentation de l'impact environnemental des produits proposés	10%	10 pts
Sous-critère 3.2 : Présentation de l'impact environnemental sur les modes de livraison et d'enlèvement	5%	5 pts
Sous-critère 3.3 : Présentation des actions environnementales en fin de vie des produits	5%	5 pts

LOT 3

Critères	Pondération en %	Pondération en points
1. CRITERE PRIX	35%	35 pts
2. CRITERE VALEUR TECHNIQUE	45%	45 pts
Sous-critère 2.1 : Gammes de coloris-esthétique, ergonomie et qualité des matériaux (sur la base du mémoire technique et des échantillons demandés au RC)	5%	5 pts
Sous-critère 2.2 : Présentation de l'accompagnement et de l'installation du poste de travail adapté à la santé du salarié	20%	20 pts
Sous-critère 2.3 : Gammes et diversité des produits du catalogue	5%	5 pts
Sous-critère 2.4 : Méthodologie, moyens de livraison, délais de livraison et délais de montage	10%	10 pts
Sous-critère 2.5 : Durée/Conditions de garantie et SAV	5%	5 pts
3. CRITERE VALEUR ECOLOGIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	20%	20 pts
Sous-critère 3.1 : Présentation de l'impact environnemental des produits proposés	10%	10 pts
Sous-critère 3.2 : Présentation de l'impact environnemental sur les modes de livraison et d'enlèvement	5%	5 pts
Sous-critère 3.3 : Présentation des actions environnementales en fin de vie des produits	5%	5 pts

LOTS 4, 5 et 6

Critères	Pondération en %	Pondération en points
1. CRITERE PRIX	35%	35 pts
2. CRITERE VALEUR TECHNIQUE	45%	45 pts
Sous-critère 2.1 : Présentation du processus de fabrication/réemploi	10%	10 pts
Sous-critère 2.2 : Présentation de l'accompagnement en besoin de mobiliers	10%	10 pts
Sous-critère 2.3 : Gammes de produits (« book »)	5%	5 pts
Sous-critère 2.4 : Méthodologie, moyens d'intervention et de livraison, délais de livraison et délais de montage	15%	15 pts
Sous-critère 2.5 : Durée/Conditions de garantie et SAV	5%	5 pts
3. CRITERE VALEUR ECOLOGIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	20%	20 pts
Sous-critère 3.1 : Présentation de l'impact environnemental des produits proposés	10%	10 pts
Sous-critère 3.2 : Présentation de l'impact environnemental sur les modes de livraison et d'enlèvement	5%	5 pts
Sous-critère 3.3 : Présentation des actions environnementales en fin de vie des produits	5%	5 pts

7.3 Barème de notation du prix

Le prix des prestations sera noté et évalué sur la base des montants TTC d'une simulation de commande (DQE) sur 4 ans (annexes III).

Pour rappel :

- Le DQE n'a pas de caractère contractuel ;
- les prix de l'annexe financière sont reportés au sein du DQE. Le montant total du DQE de chaque candidat, sur la base duquel sa note financière sera arrêtée, **est donc égal aux prix fixés dans l'annexe financière multipliés par les quantités définies par l'Organisme.**

Le calcul est le suivant :

$$\text{Note} = \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre du candidat noté}} \times \text{coefficient de pondération}$$

7.4 Barème de notation de la valeur technique :

Le critère « valeur technique » est calculé pour chaque candidat comme suit :

$$\text{Note} = \frac{\text{Note du candidat analysé}}{\text{Note du candidat ayant reçue la meilleure note}} \times \text{coefficient de pondération}$$

7.5 Barème de notation de la valeur écologique :

Le critère « valeur écologique » est calculé pour chaque candidat comme suit :

$$\text{Note} = \frac{\text{Note du candidat analysé}}{\text{Note du candidat ayant reçue la meilleure note}} \times \text{coefficient de pondération}$$

7.6 Note totale :

La note totale se calcule de la manière suivante :

Note finale = Note prix (DQE) + Note technique + Note écologique

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi.

Article 8 - Régularisation des offres

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Article 9 - Offres anormalement basses

Toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 10 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 9 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Renseignements administratifs et techniques

Profil acheteur du pouvoir adjudicateur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3002454&orgAcronyme=s7h>

Correspondant : **SERVICE BUDGETS/ACHATS/MARCHES**

Adresse : CPAM DE L'ISERE
14ème étage
2 RUE DES ALLIES
CEDEX 9
38045 GRENOBLE

Courriel : marches-publics.cpam-isere@assurance-maladie.fr

Adresse internet : <http://ameli.fr>

ANNEXE I – Documents à fournir lors de l’attribution

ANNEXES II-a-b-c-d-e - Cadre de mémoire technique des lots 1,2,3,4,5 et 6

ANNEXES III-a-b-c-d-e – Simulations de commande des lots 1,2,3,4,5 et 6

ANNEXE IV – Déroulé du dépôt et de la gestion des échantillons pour les lots 1,2 et 3

ANNEXES V – VI – VII – Formulaires DC1, DC2, DC4

Ces annexes font l’objet de documents distincts.